

| FR

AGORA DIPLOCAT 13

---

# Les défis des régions de montagne d'Europe

Du dépeuplement à la durabilité

DIPLOCAT DIGITAL TALK - 6 mai 2021



Rapport de Marcel·lí Pascual Pascual, modérateur du débat. Diplômé en journalisme et en sciences politiques de l'Université autonome de Barcelone, il est actuellement directeur éditorial d'Edicions Salòria et de la revue « Viure als Pirineus ».

# DIPLOCAE



## Lieu

La Rambla 14, principal  
08002 Barcelona



## Contact

+34 936 405 470

[info@diplocat.cat](mailto:info@diplocat.cat)

[www.diplocat.cat](http://www.diplocat.cat)



[@CataloniaPD](https://twitter.com/CataloniaPD)



[@Catalonia\\_Diplocat](https://www.instagram.com/Catalonia_Diplocat)

# Index

1. Mise en contexte .....	4
2. Objectifs du débat .....	4
3. Le modèle territorial et la durabilité .....	5
4. Le tourisme de montagne .....	8
5. La vie à la montagne et le dépeuplement .....	9
6. La culture .....	11
7. Le logement et l'émancipation des jeunes du territoire .....	12
Annexe. Participants .....	13
Organisations membres de DIPLOCAT .....	15



# 1. Mise en contexte

Lors de cette session, qui fait partie du cycle DIPLOCAT Digital Talks, les intervenants abordent certains des défis actuels auxquels sont confrontées les régions de montagne d'Europe, en se concentrant sur trois cas de différentes zones qui se distinguent par leurs actions récentes dans ce domaine : le Val d'Aran en Espagne, les cantons alpins en Suisse et la région Occitanie en France.

DIPLOCAT a formé un groupe de travail du monde local et a également développé un plan spécifique d'activités qui comprend ses domaines d'intérêt. Précisément, cette conférence s'organise en répondant à l'intérêt soulevé par le Conseil Général d'Aran et le conseil municipal de Vielha e Mijaran pour traiter cette question.

Le présent résumé de l'acte suit le fil chronologique de la discussion, qui peut être visionnée dans son intégralité dans [cette vidéo](#).

## 2. Objectifs du débat

Laura Foraster Lloret, secrétaire générale de DIPLOCAT, a ouvert le débat en parlant du dépeuplement rural. L'exode rural représente l'un des principaux défis auxquels sont actuellement confrontés les pays développés et constitue l'une des principales préoccupations du monde local. Si nous regardons les données cartographiques sur le dépeuplement, on peut voir que celui-ci a surtout lieu dans les territoires considérés comme des « zones de montagne », des zones qui peuvent souvent aussi recevoir des milliers de visiteurs pendant les vacances d'été ou la saison de ski.

Toutefois, l'étude réalisée par l'Observatoire du monde rural en 2020 souligne que les indicateurs démographiques de 2019 montrent pour la première fois une légère croissance de la population rurale dans son ensemble, qui, bien que peu significative, rompt la dynamique de dépeuplement de ces dernières années. En raison de la pandémie et de la mise en œuvre accélérée du télétravail, nous commençons à observer un flux lent mais régulier de personnes qui quittent les zones urbaines pour des zones moins peuplées, remettant ainsi en question leur mode de vie. De nombreuses initiatives récentes illustrent clairement cette tendance, comme le projet Catalunya Rural Hub promu par le gouvernement de Catalogne ; le Mobile World Capital Barcelona, destiné à encourager l'enracinement du talent numérique dans les zones rurales de Catalogne ; ou encore le projet du conseil provincial de Tarragone et de l'université Rovira i Virgili visant à empêcher le dépeuplement des zones rurales du Camp de Tarragone et des Terres de l'Ebre. Il faudra donc poursuivre l'analyse des données pour savoir si la pandémie de COVID-19 a définitivement modifié les habitudes résidentielles de la population catalane.

Foraster a ensuite déplacé le débat sur la nécessité de parler de la vie dans les régions de montagne et de l'effet direct du tourisme sur le territoire et l'environnement naturel. Elle souligne que le débat doit s'inscrire dans le cadre de l'objectif de développement durable numéro 15 des Nations unies, relatif à la protection de la flore et de la faune terrestres. Nous sommes donc confrontés à une préoccupation non seulement européenne mais aussi mondiale, à laquelle il est urgent de répondre. Nous devons nous demander comment promouvoir la durabilité environnementale dans les espaces naturels de montagne, si nous pouvons rendre cette durabilité compatible avec le développement économique et social des zones de haute montagne et avec le tourisme durable, et quel modèle touristique et territorial utiliser pour rendre cette compatibilité possible.

L'objectif du débat est de partager les bonnes pratiques et d'expliquer la nécessité d'assurer la durabilité de manière globale en termes de vie et de tourisme, mais aussi, et plus spécialement, l'utilisation ludique de la montagne, l'exploitation durable de ses ressources naturelles et les autres modes de développement économique du territoire.

## 3. Le modèle territorial et la durabilité

À ce stade initial du débat, les trois intervenants réfléchissent au modèle territorial pour lequel les zones respectives ont opté et à la manière dont ce modèle s'inscrit dans un aspect presque inconnu il y a quelques années mais devenu aujourd'hui crucial : la durabilité.

### Val d'Aran

Le Conseil général d'Aran est la plus haute institution du Val d'Aran, en vigueur de 1313 à 1834, date à laquelle il fut supprimé en raison de la création des provinces. Il a été rétabli par les lois du régime spécial en 1990 et dispose actuellement de plusieurs compétences transférées par le Gouvernement catalan : tourisme, environnement, santé, services sociaux et culture.

La réalité socioéconomique du Val d'Aran a longtemps été basée sur l'élevage, l'agriculture et l'exploitation forestière. L'économie des familles de ce territoire était, jusque dans les années 1960, essentiellement basée sur le secteur primaire, mais cela a changé avec le tourisme de neige et de ski. Grâce à ce tourisme, les communications ont été améliorées, favorisant l'ouverture du tunnel de Vielha, du premier paradors de tourisme, de la station de ski, etc., ce qui a entraîné une transformation majeure du territoire au cours des cinquante dernières années, tant sur le plan paysager que socioéconomique.

Le Conseil général d'Aran avait des plans et des projets pour repenser l'approche stratégique du territoire, mais comme l'explique la syndique Maria Vergés, la pandémie de COVID-19 a tout compliqué. Depuis quelque temps, le Val d'Aran a entamé un processus de réflexion sur les facteurs économiques, environnementaux et sociaux sur lesquels reposent certains projets du territoire. L'un des plus importants a été un processus de participation citoyenne, réalisé pendant ces mois de confinement, appelé Aran 2030. Une centaine de personnes y ont participé et cela a permis de démontrer la volonté du territoire de parier sur la durabilité comme valeur intrinsèque du Val d'Aran. À tel point que le Conseil a défini la durabilité comme l'une des valeurs fondamentales et prioritaires du développement du territoire pour les dix prochaines années.

Sur la base du plan Aran 2030, un premier projet de développement du tourisme durable a été réalisé, qui a été soumis à plusieurs appels d'offres du Gouvernement catalan. Il a finalement été accepté et le Conseil a commencé à travailler, en parallèle à la candidature pour devenir une réserve de biosphère de l'UNESCO et à la création d'un centre d'innovation rurale de montagne. Vergés affirme que ces projets doivent être des moteurs qui servent de levier pour réaliser des changements et des visions tels que l'innovation, la rétention des talents sur le territoire et la redéfinition de ce que doit être la gestion du territoire.

Le Conseil est également conscient que l'équilibre environnemental est fondamental et d'autant plus qu'il s'agit d'un territoire actuellement dédié au tourisme. Un travail autour de la diversification de l'économie a également commencé, étant donné que le changement climatique et la durabilité des stations de ski, lorsqu'il n'y a pas de neige et qu'elles ne peuvent pas fonctionner, sont toujours au cœur des débats en raison de leur impact socioéconomique, comme c'est le cas pour la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne la gestion de l'environnement, la préoccupation du Conseil est de maintenir à la fois un modèle environnemental et un modèle socioéconomique durables, avec l'établissement de personnes sur le territoire non dépeuplé. C'est pourquoi il est nécessaire de réfléchir à la valeur des zones de montagne et à la valeur que ces territoires apportent en termes d'environnement. Le Conseil estime qu'il existe un risque que les zones de montagne et les zones reculées soient perçues par les territoires urbains comme des parcs ou des jardins où le paysage et la nature doivent être maintenus intacts, sans tenir compte

.....

**En ce qui concerne la gestion de l'environnement, la préoccupation du Conseil est de maintenir à la fois un modèle environnemental et un modèle socioéconomique durables, avec l'établissement de personnes sur le territoire non dépeuplé.**

du fait que des personnes vivent dans ces territoires et que celles-ci doivent pouvoir vivre en ayant les mêmes conditions, opportunités et droits que les habitants des villes. Vergés souligne qu'il est important d'avoir un débat approfondi avec les zones urbaines pour qu'elles puissent comprendre et connaître les défis de ces sociétés rurales, mais surtout avec les autres zones de montagne, afin de mieux se connaître, de découvrir comment les choses se font ailleurs et quels sont les défis partagés.

## Occitanie

Thierry Rebuffat, responsable de l'aménagement du territoire, de la montagne et des zones pour la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, a expliqué que l'Occitanie est une région très vaste qui comprend les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, avec de grandes villes comme Toulouse et Montpellier. L'Occitanie compte 6 millions d'habitants, mais seulement 1,2 million dans les zones de montagne, réparties entre les Pyrénées et le Massif central. Entre Toulouse et Montpellier, il y a déjà environ 5 millions d'habitants, mais ce sont des métropoles très proches des montagnes et elles ont par conséquent tissé des liens économiques et historiques avec la vie en montagne. Quant au Massif central et aux Pyrénées, il y a beaucoup de plaines avec des problèmes très semblables à ceux des zones de montagne, mais avec une géographie différente.

Selon Rebuffat, il y a eu un très grand exode rural au cours des 30 à 40 dernières années. Malgré cela, la population de montagne ne diminue pas, car elle a été préservée grâce aux politiques régionales mises en œuvre. En 2018, la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée a élaboré un Plan de montagne à l'horizon 2025, avec l'État et les conseils généraux. Ce projet vise à renforcer les besoins des régions de montagne et est ouvert aux citoyens, aux associations et aux entreprises. Il compte actuellement 800 membres. L'objectif principal est de parvenir à une culture plus inclusive afin de produire une plus grande richesse sur le territoire, d'identifier ses points forts et de créer des emplois. « La montagne est un territoire dans lequel nous vivons et nous ne pouvons pas la limiter à une zone de loisirs ; nous sommes des territoires complets, nous avons une vie pleine et des habitants y vivent, pas seulement des touristes », a déclaré Rebuffat.

.....

**Les stratégies mises en œuvre dans cette région sont axées sur la protection des ressources et l'amélioration de la vie en montagne grâce à de nouvelles connexions, de nouvelles télécommunications et l'amélioration du transport par la route et les chemins.**

Les stratégies mises en œuvre dans cette région sont axées sur la protection des ressources et l'amélioration de la vie en montagne grâce à de nouvelles connexions, de nouvelles télécommunications et l'amélioration du transport par la route et les chemins. L'Occitanie estime que, par rapport à d'autres territoires, évidemment son objectif est également touristique et d'une importance vitale, mais avec une vision beaucoup plus globale en termes de développement, qui va au-delà du tourisme. Il faut compter sur le soutien du territoire et de l'environnement pour attirer d'autres activités économiques. Pour l'Occitanie, les centres universitaires et de recherche qui se sont établis dans les petits centres urbains de la région de montagne sont très importants.

Afin d'exploiter leur potentiel, l'Occitanie bénéficie d'accords territoriaux entre les différentes régions et d'une certaine autonomie, mais pas autant que le Val d'Aran. En Occitanie, il existe ce qu'ils appellent de « petites centralités », de petits villages ou villes qui ont un poids plus important et des concessions qui leur donnent une certaine liberté politique pour mettre en pratique leurs décisions. Cette stratégie leur permet d'être plus attentifs à ce que les villages et les citoyens qui y vivent ont à dire, afin que les choses ne soient pas dictées par les grandes villes. Selon Rebuffat, on pourrait parler d'une « république du territoire », car tout le monde est important, tout le monde collabore et tout le monde a son mot à dire et doit participer à l'amélioration du territoire.

La montagne offre de nombreuses ressources aux zones urbaines, qu'il s'agisse de ressources alimentaires,

agricoles ou de loisirs, c'est pourquoi il paraît tout à fait juste que les zones urbaines apportent des financements pour réaliser ces stratégies de développement. La région n'est pas la seule à financer les politiques territoriales, car l'on tente également de combiner les financements directs de l'État et des départements représentant l'État. Par exemple, l'Agence des Pyrénées a récemment été créée, avec le cofinancement du département et de l'État, afin de promouvoir le tourisme et stimuler l'activité commerciale, ainsi que la formation et le développement de projets professionnels dans le Massif central et les Pyrénées. L'objectif est de disposer de compétences techniques et de connaissances professionnelles afin de voir quelles sont les activités les plus intéressantes pour le territoire et de pouvoir former les citoyens. Dans les montagnes françaises, les opportunités sont nombreuses, mais les projets professionnels sont choisis de manière sélective et avec un contrôle rigide, ce qui donne des résultats très positifs.

Il existe également d'autres organisations, comme le CIDAP (Comité Interrégional pour le Développement et l'Aménagement des Pyrénées), qui a travaillé sur la récupération des zones qui n'avaient pas de connexion internet ou de téléphonie mobile, et sur d'autres questions comme la coopération transfrontalière. L'Occitanie défend fermement la coopération entre les régions des Pyrénées, avec des exemples tels que le Parc des Trois Nations, qui comprend également des parcs naturels de Catalogne et d'Andorre. Cela accroît la valeur de la région.

## Cantons Suisses

La conférence des cantons alpins est l'union de huit gouvernements indépendants, avec douze représentants institutionnels. La Suisse possède 26 cantons et la conférence des gouvernements cantonaux n'en compte que huit, mais ils représentent 43 % de la surface des montagnes suisses et seulement 13 % de la population. La population suisse restante, soit 85 %, habite dans des centres urbains, avec une séparation et une différence claires entre la vie et la population de montagne et la vie en ville.

Fadri Ramming, secrétaire général de la Conférence gouvernementale des cantons alpins, explique que cette institution traite actuellement de nombreuses questions, même si elle a été créée à l'origine pour améliorer la gestion de l'eau. Au fil des ans, les questions qui intéressent le plus les citoyens des cantons, comme le tourisme, l'agriculture et les finances, ont été ajoutées pour les faire parvenir aux parlements des différentes régions suisses et leur voix a été entendue.

Contrairement à d'autres zones rurales, les cantons alpins sont des régions 100 % montagneuses. Ce sont des structures très fragiles, car la moitié du pays est constituée de montagnes et de vallées, avec de très mauvaises connexions, sans structure solide, et ils n'ont donc pas les mêmes possibilités de développement que les villes. Malgré cela, les cantons ne sont pas homogènes, car il existe différentes relations. Certains cantons ont une très bonne situation économique du fait de leur proximité des centres urbains. En revanche, d'autres régions sont isolées : les vallées traversées par les grands fleuves du pays, par exemple, avec une faible industrie et très peu d'activité économique. D'autres vallées sont encore plus périphériques, où il n'y a presque rien, qui rencontrent de très graves problèmes de stagnation de la population, de limites économiques, d'agriculture et de tourisme très faibles. Les possibilités économiques sont très limitées et c'est là que se produit le plus grand dépeuplement.

.....

**L'idée est que dans les montagnes il devrait être possible de naître, de vivre, d'aller à l'école et de recevoir une éducation de la même manière que dans les centres urbains.**

C'est dans ces régions que les cantons investissent le plus d'efforts. L'idée est que dans les montagnes il devrait être possible de naître, de vivre, d'aller à l'école et de recevoir une éducation de la même manière que dans les centres urbains. Il doit y avoir de la vie à tous les stades et à tous les âges et elle doit être semblable à celle des citadins. « Pourquoi devons-nous subir ce sort ? Si nous sommes nés dans les montagnes, nous n'avons pas d'autre solution que d'aller en ville pour étudier et ne jamais revenir ? « Nous voulons y retourner ! », affirme Rammer. Il pense que ce qu'il faut avant tout, c'est le progrès économique, car l'économie incite à rester et apporte des éléments de poids aux familles pour y rester. Sans une base économique stable, les zones de montagne les plus isolées connaîtront de graves problèmes.



## 4. Le tourisme de montagne

L'objectif était à ce stade de réfléchir aux valeurs et aux problèmes posés par le tourisme dans les zones géographiques respectives. Est-ce un mal nécessaire ou le pilier pour le développement d'autres activités ? Ou les deux en même temps ? Comment gérer de manière durable la saisonnalité touristique et la massification ?

### Cantons Suisses

Selon Fadri Ramming, le tourisme n'offre aucune valeur ajoutée, mais il constitue la base économique des cantons. Il n'y a souvent aucune alternative et cela crée une forte dépendance au tourisme.

Il y a trois types de tourisme dans les cantons. Tout d'abord, la plus connue, celle de Sankt Moritz, Davos et les grandes stations de ski, qui sont les moteurs économiques des cantons, évoluent très bien et apportent des bénéfices économiques qui peuvent être destinés aux cantons voisins. Deuxièmement, on trouve les zones avec de petits villages, avec un tourisme plus familial, qui sont soutenues économiquement par les bénéfices du tourisme mentionné ci-dessus. Enfin, il existe d'autres zones avec une activité agricole et d'autres activités économiques complémentaires, qui ne bénéficient pas de l'impact économique des stations de ski et qui ne sont pas non plus très touristiques.

Ramming souligne que le tourisme est très important pour la Suisse et qu'ils sont conscients de la forte concurrence au niveau mondial d'autres stations de ski et d'autres destinations comme les États-Unis et les Maldives. En outre, le franc suisse est très cher, ce qui ne permet pas d'attirer un grand nombre de touristes étrangers. Il explique qu'un certain nombre de secteurs touristiques ont disparu ces dernières années, mais qu'ils s'adaptent à l'offre afin d'accroître les options touristiques nationales, de se différencier de celles qui existent déjà et de promouvoir des offres touristiques respectueuses de l'environnement.

Ramming a conclu son intervention en soulignant que les habitants des zones de montagne les perçoivent comme un bien à protéger et que cela freine souvent le développement économique, notamment en raison du problème lié à la création d'infrastructures. C'est pourquoi il demande que les infrastructures soient créées localement et intégrées à la nature, mais qu'elles soient construites, car la montagne ne doit pas être le jardin de la ville et a plus que jamais besoin de développement économique.

### Val d'Aran

Vergés commence son intervention en soutenant la position de Ramming et admet que le tourisme a été diabolisé, notamment parce que la massification a compliqué la vie des territoires et la gestion des ressources, mais qu'il ne faut pas oublier qu'il représente 80 % du PIB du Val d'Aran et qu'il est par conséquent la base économique de la région. Toutefois, elle met l'accent sur le type de tourisme qui convient au territoire. Il ne s'agit pas de lutter contre le tourisme, mais d'attirer le type de tourisme souhaité.

Selon Vergés, la candidature pour devenir une réserve de biosphère vise à donner de la visibilité au Val d'Aran au niveau international et à le différencier pour ses paysages et son engagement en faveur du développement durable. Cette candidature n'impliquera pas une attitude restrictive à l'égard de l'utilisation du territoire, mais le placera au centre et favorisera le développement local. Pendant longtemps,

.....

**La candidature pour devenir une réserve de biosphère vise à donner de la visibilité au Val d'Aran au niveau international et à le différencier pour ses paysages et son engagement en faveur du développement durable.**

la relation entre les territoires éloignés des centres de décision, situés dans les grandes villes, n'a pas été aussi fluide qu'on aurait pu l'espérer. Les villes élaborent les règlements et les lois qui concernent les territoires, mais souvent ne tiennent pas compte des consensus et des réalités spécifiques. Pour cette raison, l'objectif est de parvenir à cette reconnaissance du Val d'Aran, qui s'accompagne déjà de critères marqués et recherche une coordination entre les administrations, mais avec la participation du territoire.

Vergés explique que les réserves de biosphère sont des figures qui visent non seulement à conserver et à améliorer la diversité biologique, mais aussi à promouvoir le patrimoine culturel et traditionnel, l'économie locale, le tourisme durable et, très important, les connaissances territoriales, en tant que laboratoires d'apprentissage, de recherche et de diffusion du développement durable.

En résumé, l'objectif du Val d'Aran est, avant tout, de réorienter le secteur touristique, qui restera le pilier économique fondamental. Toutefois, il est nécessaire d'œuvrer à la désaisonnalisation et au maintien des talents, des opportunités et des emplois qualifiés. Deuxièmement, il s'avère nécessaire de diversifier l'économie en encourageant différentes activités, notamment l'esprit d'entreprise, que ce soit dans l'agriculture durable, la formation, les soins aux personnes, etc. En cela, selon la syndique, la réserve de biosphère peut être d'une grande aide. Enfin, et surtout, les habitants du territoire doivent également être ceux qui décident où et comment ils veulent vivre.

## Occitanie

Rebuffat a commencé par souligner l'un des objectifs de la politique touristique de l'Occitanie : le tourisme quatre saisons. Pour ce faire, il faut diversifier les activités adaptées aux différentes périodes de l'année et éviter les activités saisonnières. Rebuffat a souligné la nécessité de sortir de la mono-industrie du ski d'hiver, un constat partagé par tous les territoires présents à l'acte. L'Occitanie veut sortir de la dualité entre les pistes de ski en hiver et les promenades et excursions en été. Dans cette optique, elle a commencé à promouvoir le tourisme thermal et les thérapies médicales.

L'administration d'Occitanie estime que le tourisme n'est pas un mal nécessaire, mais une opportunité, et la diversification de l'offre d'activités est la clé du succès. La région prend pour modèle le tourisme du Massif central, avec un tourisme plus diffus, beaucoup plus rural, moins industriel, avec des points de concentration touristique, mais avec une diversification économique. Rebuffat explique qu'ils disposent de plans d'action avec les acteurs locaux pour diversifier les activités de nature et de loisirs, notamment pour les rendre plus accessibles à un public sportif non professionnel. Par exemple, à la station de ski de Guzet, il existe des vélos électriques qui permettent à un plus grand nombre de personnes de pratiquer ce sport. Il met également en évidence d'autres activités telles que l'artisanat, l'apiculture ou les produits locaux, liées au tourisme mais qui pointent vers d'autres secteurs d'activité.

Le modèle de financement de ces zones repose sur la Compagnie des Pyrénées, une entité publique-privée qui fournit des fonds aux territoires ayant moins de ressources et permet, par exemple, de rénover ou de reconverter des stations de ski en zones avec d'autres activités.

En termes de durabilité, Rebuffat explique l'intention de ne plus investir dans des canons à neige artificielle, mais de respecter les infrastructures de neige existantes.

# 5. La vie à la montagne et le dépeuplement

Diverses données et rapports, tels que le rapport sur l'exclusion sociale et la pauvreté de l'UE, montrent clairement l'importance de trouver de toute urgence des solutions au problème du dépeuplement. Les intervenants s'interrogent ici sur les mesures qui pourraient être utiles pour s'attaquer au problème,

sur le rôle que peut jouer l'accès aux réseaux de télécommunications et de transport et sur l'existence d'autres secteurs qui pourraient être essentiels pour relier population et territoire.

## Occitanie

Rebuffat constate que de nombreux facteurs entrent en jeu dans ce domaine, en soulignant les infrastructures, les transports et les télécommunications. En Occitanie, les bonnes connexions permettent de développer de nouvelles activités qui auraient été impossibles il y a 25 ans. La présidence de la région finance le développement d'un réseau à haut débit et de bonnes connexions, même dans les zones complètement isolées. À titre d'exemple : grâce aux infrastructures et aux connexions existantes, les entreprises aéronautiques et automobiles du Massif central peuvent désormais s'implanter également dans la zone de montagne.

Selon Rebuffat, la crise de la pandémie de COVID-19 a accentué la demande de relocalisations, mais cela ne se fera que si les infrastructures le permettent. Cependant, pour retenir ou « importer » des talents, Rebuffat souligne que les Pyrénées doivent s'affirmer. Il explique un cas où, face à la possibilité de se délocaliser, les employés d'une entreprise numérique de Toulouse ont préféré l'Ariège au Massif central pour ses activités de loisirs et la qualité de vie qu'offrent les Pyrénées. L'Ariège dispose de tout ce qu'il faut : lycée, maison de retraite, hôpital, loisirs et culture, haut débit et bonnes connexions, ainsi qu'une nature spectaculaire, ce qui donne envie aux familles d'y aller et permet à l'activité tertiaire de s'y installer.

.....

**Les infrastructures, les connexions et les services publics de qualité sont donc essentiels au maintien de la population sur le territoire et le défi doit être relevé avec une vision globale.**

Les infrastructures, les connexions et les services publics de qualité sont donc essentiels au maintien de la population sur le territoire et le défi doit être relevé avec une vision globale.

## Val d'Aran

Vergés explique que dans le Val d'Aran, malgré une population très stagnante, la pyramide des âges est très équilibrée. Cependant, Vergés explique plusieurs mesures qui sont mises en œuvre pour éviter le dépeuplement et qui contrastent avec l'approche structurelle en Occitanie.

La gestion du Conseil s'est davantage concentrée sur l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, en offrant davantage de services, notamment en termes de soins aux personnes et de culture, car cela crée également des emplois. La syndique souligne qu'ils s'efforceront d'améliorer la connexion internet et l'accès au logement, afin que les jeunes qui partent étudier à l'étranger puissent revenir et développer leurs projets de vie et professionnels, ce qui permet de retenir les talents. Vergés demande une fiscalité spécifique et des loyers abordables pour permettre aux jeunes qui le souhaitent de vivre dans le Val d'Aran.

Vergés explique que la pandémie a montré que les habitudes de grande massification des villes ne fonctionnent pas et qu'il y aura un avant et un après dans la gestion des villes et des zones rurales. Pour mener à bien ces actions, le Conseil estime qu'il est indispensable de disposer d'une administration, d'une législation et d'une fiscalité adaptées aux zones de montagne. Vergés appelle à l'autonomisation des zones de montagne et à une meilleure coopération entre les territoires souffrant des mêmes problèmes.

## Cantons Suisses

Quant à la stratégie pour faire face au dépeuplement et activer l'évolution économique, Ramming avoue

qu'il n'y a pas de formule, mais qu'il existe différents aspects qui doivent être intensifiés et consolidés. Comme s'il s'agissait d'une montre suisse, avec plusieurs pièces et engrenages, qu'il faut assembler pour qu'ils s'emboîtent. Ramming considère que beaucoup de travail et de nombreuses initiatives politiques sont nécessaires pour progresser et faire en sorte que ceux qui sont nés dans les montagnes y retournent et bénéficient de bonnes conditions de vie. Une chose est claire : la nécessité d'asseoir les bases pour que les personnes qui veulent continuer à vivre dans les montagnes puissent continuer à le faire.

## 6. La culture

Il pourrait sembler que la culture est déconnectée du modèle territorial et économique d'une zone, ou que son importance est de toute façon secondaire. Les trois intervenants se demandent si c'est le cas ou non.

### Cantons Suisses

Ramming explique que la culture est très importante pour les cantons, très variée et à la fois très forte et diversifiée. En Suisse, on parle non seulement les quatre langues nationales, mais aussi de nombreux dialectes et, selon Ramming, il existe des traditions profondément ancrées.

La philosophie de la conférence des cantons est que chacun doit être conscient de ses racines et que tous les citoyens suisses doivent connaître la réalité des zones de montagne. En diffusant le mode de vie en montagne, les centres urbains prendront conscience que les montagnes ne sont pas seulement des territoires reculés, mais que les personnes qui y vivent sont intéressantes par leur richesse et de tout ce qu'elles peuvent apporter aux citoyens. Plus que des mesures, des projets ou des fonds économiques, il est nécessaire de créer une prise de conscience et une nouvelle sensibilité qui tiennent compte du fait que le mode de vie en montagne est également positif pour l'environnement.

.....

**La culture sert à créer une base économique dans les montagnes, notamment la culture traditionnelle, qui permet des services qui attireront des professionnels qualifiés.**

En reprenant l'exemple de la relocalisation de l'entreprise toulousaine, Ramming exprime le besoin d'avoir une administration qui réponde rapidement, efficacement et de manière adaptée aux besoins des entreprises et des citoyens de la région. La culture sert à créer une base économique dans les montagnes, notamment la culture traditionnelle, qui permet des services qui attireront des professionnels qualifiés.

### Occitanie

L'approche de la région en matière de culture repose sur trois prémisses, qui sont complémentaires et nécessaires.

La première est que la culture contribue à la qualité de vie des territoires et facilite le contact entre les personnes tout au long de l'année. Rebuffat estime qu'il est très positif que les citoyens vivant dans les montagnes fassent souvent partie d'associations et créent eux-mêmes une vie culturelle, contribuant ainsi à la cohésion sociale.

La deuxième considération est que les événements culturels, notamment les festivals et les expositions, créent un impact économique sur le territoire en termes d'hébergement et d'entreprises touristiques. Selon l'analyse de la région, le retour sur investissement des événements culturels est très élevé pour le territoire, générant un impact 8 à 10 fois supérieur à l'investissement.

La troisième prémisses est que la culture couvre un éventail très large, ce qui permet de diversifier le tourisme de montagne et contribue à réduire la saisonnalité si des événements culturels sont programmés en fin de saison pour la prolonger ou entre des pics d'activité.

## Val d'Aran

La syndique a présenté la langue et la culture aranaises comme la raison d'être du Conseil général. L'aranais a été et est toujours une langue officielle, d'apprentissage et véhiculaire sur le territoire. Désormais, on espère qu'elle sera aussi un moteur économique transfrontalier, en promouvant la création culturelle en aranais, ainsi qu'un attrait pour retenir les gens sur le territoire, pour qu'ils s'y sentent enracinés et nouent un lien affectif à travers la culture.

Le Conseil entend allouer davantage de ressources à la diffusion de la culture et des traditions aranaises. Rebuffat complète la contribution de Vergés en soulignant que l'occitan, ou l'aranais, est beaucoup plus vivant dans le Val d'Aran qu'en Occitanie, ce qui attire plus de citoyens mais aussi plus de touristes.

# 7. Le logement et l'émancipation des jeunes du territoire

Cette question, qui est incluse à la demande de l'auditoire, touche à la fois les zones rurales et urbaines, mais présente un certain nombre de particularités dans les zones de montagne, que les intervenants abordent brièvement dans cette dernière partie du débat.

## Cantons Suisses

En raison de la pandémie, de plus en plus de jeunes reviennent s'installer dans les cantons et ceux-ci s'efforcent de leur faciliter les options de logement. Ramming voit d'un bon œil la flexibilité des jeunes, qui sont moins exigeants et mènent une vie plus austère et dynamique, voire nomade, ce qui a facilité leur adaptation. Selon Ramming, la combinaison de la possibilité de travailler et de vivre dans les montagnes est très attrayante pour les jeunes. Il souligne également l'importance des structures sociales et des services pour permettre aux familles de s'installer, et admet qu'il y a encore des besoins à satisfaire.

## Occitanie

Rebuffat explique que la région a des compétences en matière de jeunesse et qu'au niveau local il existe des organisations financées par la région appelées « comités locaux pour le logement autonome des jeunes ». L'objectif est de trouver des logements privés ou des bâtiments publics rénovés qui offrent six mois de logement lorsqu'un jeune arrive sur un territoire et n'a pas de famille, afin qu'il puisse chercher un emploi et obtenir ensuite un contrat de location plus long et un meilleur logement. Il s'agit d'un parc d'immeubles pour l'insertion des jeunes dans la phase de transition. Une autre question importante est également soulevée : le logement des travailleurs qui ne travaillent dans les régions de montagne qu'en haute saison, mais qui ne peuvent pas se permettre le coût d'un logement touristique.

Pour l'Occitanie, il est vital d'avoir ce type de soutien, car si les jeunes n'ont pas de logement, il ne sera pas possible de revitaliser les territoires et l'enracinement sera impossible.

## Val d'Aran

La syndique souligne également le défi que représente le logement des travailleurs saisonniers et celui des jeunes qui souhaitent s'installer sur le territoire mais qui ne parviennent pas à se loger en raison du prix élevé des logements touristiques. Le Conseil s'efforce d'obtenir que les conseils municipaux cèdent des terrains pour construire des logements sociaux pour les jeunes et le département du logement du Gouvernement catalan a également commencé à en construire.

# Annexe. Participants

## > LAURA FORESTER

### SECRETAIRE GENERALE DE DIPLOCAT

Laura Foraster i Lloret (Barcelone, 1976) est licenciée en Administration et Direction d'entreprises par l'UPF et licenciée en Lettres par l'UOC. Titulaire d'un master en Études européennes par la KU Leuven, elle a également suivi une formation spécifique en diplomatie publique et en missions d'observation électorale. Actuellement, elle est la secrétaire générale de DIPLOCAT. Elle en a été la directrice exécutive jusqu'à la fermeture temporaire du consortium en avril 2018.

## > FADRI RAMMING

### SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE DES CANTONS DE MONTAGNE EN SUISSE RKGK (2012-)

Secrétaire général de la Conférence intergouvernementale des Cantons de Montagne en Suisse RKGK (2012-). Il a étudié le droit à l'Université de Berne et exerce la profession d'avocat et de notaire indépendant à Coire (Suisse). Il était auparavant directeur général de la Conférence cantonale des directeurs de l'énergie (EnDK) et de la Conférence cantonale des spécialistes de l'énergie (EnFK).

## > THIERRY REBUFFAT

### CONSEILLER AU CABINET DE LA PRESIDENTE DE LA REGION OCCITANIE / PYRENEES-MEDITERRANEE, RESPONSABLE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA MONTAGNE ET DES ZONES RURALES

Conseiller au cabinet de la Présidente de la région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, responsable de l'aménagement du territoire, de la montagne et des zones rurales. Géographe urbain par l'Université Montpellier III Paul Valéry, spécialisé dans le développement local rural. Ancien chef de projet territorial, dans le Couserans, dans les Pyrénées de l'Ariège, ainsi que dans le centre de l'Hérault, plus précisément dans la partie du Larzac Méridional.

## > MARIA VERGÉS PÉREZ

### SYNDIQUE D'ARAN (2019-)

Syndique d'Aran (2019-), haute représentante du Conselh Generau d'Aran. Née à Vielha (Val d'Aran), elle est ingénieure technique forestière de l'École d'ingénieurs agronomes de Lleida (Université de Lleida) et experte universitaire en « Compétences émotionnelles dans les organisations » avec un diplôme de troisième cycle du Master en intelligence émotionnelle dans les organisations de l'Université de Lleida (2013). Elle est également titulaire d'un diplôme de

troisième cycle en « Organisation et gestion des entreprises culturelles » de l'UOC (2007). Elle est directrice de la chorale « Quate Sons » et membre du groupe de danse traditionnelle « Còlha de Santa Maria de Mijaran ».

---

Débat animé par **Marcel·lí Pascual**, directeur de la revue « Viure als Pirineus », un média de référence dans la région du Alt Pirineu et d'Aran. Il est un collaborateur habituel, en tant que journaliste et commentateur, de différents médias en Catalogne et en Andorre sur des sujets liés aux Pyrénées.

# Organisations membres de DIPLOCAT

## » Institutions publiques et fédérations et associations de communes

- Gouvernement de Catalogne
- Mairie de Barcelone
- Mairie de Tarragone
- Mairie de Gérone
- Mairie de Lleida
- Mairie de Vielha et Mijaran
- Conseil provincial de Barcelone
- Conseil provincial Tarragone
- Conseil provincial de Gérone
- Conseil provincial de Lleida
- Conseil Général d'Aran (Conselh Generau d'Aran)
- Association catalane de municipalités et des régions
- Fédération des municipalités catalanes

## » Organisations entrepreneuriales

- Conseil général des Chambres de commerce, d'industrie et de transport maritime de Catalogne
- Confédération du patronat catalan (Foment del Treball Nacional)
- Micro-entreprises, petites et moyennes entreprises de Catalogne (PIMEC)
- Confédération des coopératives de Catalogne
- Association multisectorielle des entreprises (AMEC)
- Fondation des entreprises de Catalogne (FemCAT)

## » Organisations sociales, syndicales et sportives

- Fédération de Catalogne des organisations sociales du secteur tertiaire
- Union générale des travailleurs de Catalogne (UGT)
- Confédération des commissions ouvrières de Catalogne (CCOO)
- FC Barcelone

## » Universités, écoles de commerce et centres académiques

- Université de Barcelone (UB)
- Université autonome de Barcelone (UAB)
- Université polytechnique de Catalogne (UPC)
- Université Pompeu Fabra (UPF)
- Université de Lleida (UdL)
- Université de Gérone (UdG)
- Université Rovira i Virgili (URV)
- Université Ramon Llull (URL)
- Université ouverte de Catalogne (UOC)
- Université de Vic – Université centrale de Catalogne (UVic-UCC)
- Université Internationale de Catalogne
- Université Abat Oliba CEU (UAO CEU)
- Institut d'études internationales Barcelone (IBEI)
- École de commerce EADA
- Barcelona Graduate School of Economics (économie et sciences sociales)